

ment dans leurs programmes énergétiques.

Au Canada, nous avons répondu à ce besoin en créant Petro-Canada International, un nouveau mécanisme d'aide au développement qui permettra aux pays en voie de développement importateurs de pétrole de mieux mettre en valeur leurs ressources énergétiques, et notamment leurs hydrocarbures. Il faudra également faire preuve d'initiative et d'imagination pour trouver des moyens d'aider les pays en voie de développement à mettre à profit les sources d'énergie non pétrolières. La récente Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables a joué un rôle important à cet égard, mais elle ne représente qu'un pas sur une route longue et difficile.

Fort de sa structure économique et de ses compétences qui incitent le Canada à accorder une aide au développement du secteur énergétique, mon gouvernement entend également apporter une contribution appréciable à l'accroissement de la production agricole des pays en voie de développement. Il est vrai que les échanges internationaux de denrées alimentaires se sont accrues très substantiellement ces dernières décennies. Mais nombre de nations autrefois autosuffisantes en produits de première nécessité — et qui en étaient même d'importants exportateurs — sont maintenant tributaires des importations de denrées, et notamment de céréales vivrières. Vu que la menace d'une crise alimentaire dans les années 80 reste très réelle, la communauté internationale doit accorder une attention prioritaire à ce problème.

**Pour résoudre  
la pauvreté :  
le commerce**

J'ai parlé d'énergie et d'alimentation, domaines dans lesquels le Canada peut apporter une contribution unique. Mais j'aimerais aussi aborder rapidement la question du commerce, parce que c'est peut-être le commerce qui, sur le long terme, offre à beaucoup de pays les meilleures possibilités d'échapper à l'emprise de la pauvreté.

Les pays en voie de développement ont mis à profit les occasions qui se sont offertes à eux d'accroître substantiellement les échanges au sein de leur groupe. Mais les marchés du Nord continuent de leur être indispensables. En outre, les perspectives d'élargissement des échanges Nord-Sud dépendront, dans une large mesure, de la capacité des pays industriels à élaborer des stratégies efficaces d'ajustement permettant de maintenir des niveaux raisonnables de croissance économique et d'emploi. D'ailleurs, l'importance des échanges Nord-Sud s'est accrue ces dernières années par rapport aux échanges entre pays industrialisés. À l'heure actuelle, certains pays en voie de développement les plus avancés offrent à un grand nombre de pays développés les meilleures possibilités d'échange. Mais tous les pays profiteront d'un système commercial international ouvert. Le Canada continuera donc de promouvoir cet objectif et ce sera d'ailleurs sur ce point que se concentreront nos efforts à la réunion ministérielle de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui devrait se tenir en 1982.

Les perspectives d'exportation des pays en voie de développement importent de plus en plus au bon fonctionnement du système des paiements et des services bancaires internationaux. Pour l'avenir prévisible, les pays en voie de développement resteront tributaires d'apports massifs de crédits extérieurs, que ce soit sous la forme d'investissements privés, de prêts aux conditions du marché, de prêts concessionnels ou de subventions. Bien que les banques privées continuent de jouer un rôle majeur dans le